

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

(Action collective)
COUR SUPÉRIEURE

NO : 500-06-000824-165

ANTONIO BRAMANTE

Demandeur

c.

LES RESTAURANTS MCDONALD DU
CANADA LIMITÉE

Défenderesse

**AVIS AUX MEMBRES : ACTION COLLECTIVE CONTRE
LES RESTAURANTS MCDONALD DU CANADA LIMITÉE**

AUX CONSOMMATEURS QUI ONT ACHETÉ AU QUÉBEC, DEPUIS LE 15 NOVEMBRE 2013, UN JOUET OU UN JOYEUX FESTIN POUR UNE PERSONNE DE MOINS DE 13 ANS PRÉSENTE DANS UN RESTAURANT MCDONALD, DURANT UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE DESTINÉE AUX PERSONNES DE MOINS DE 13 ANS AFFICHÉE À L'INTÉRIEUR DE CE RESTAURANT.

1. **PRENEZ AVIS** que le 14 novembre 2018, l'honorable juge Pierre-C. Gagnon, j.c.s., de la Cour supérieure du Québec, a autorisé l'exercice d'une action collective contre Les Restaurants McDonald du Canada Limitée et a attribué le statut de représentant à M. Antonio Bramante afin de représenter le groupe de personnes décrit comme suit:

Tout consommateur au sens de la Loi sur la protection du consommateur du Québec qui, depuis le 15 novembre 2013, a acheté au Québec pour un enfant de moins de 13 ans alors présent dans un restaurant McDonald, un jouet ou un Joyeux festin, durant une campagne publicitaire destinée aux enfants à l'intérieur de tel magasin.

2. Cette action collective sera exercée dans le district de Montréal.
3. Aux fins de la présente action collective, le demandeur, Antonio Bramante, a élu domicile au cabinet de son avocat situé au:

**Me Joey Zukran
LPC Avocat Inc.**

5800 boulevard Cavendish, Suite 411
Côte Saint-Luc, (Québec), H4W 2T5

Téléphone : (514) 379-1572
Télécopieur : (514) 221-4441
Courriel : jzukran@lpclex.com
Site Internet : www.lpclex.com

4. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont :
- a) McDonald's utilise-t-elle dans ses restaurants des messages publicitaires destinés à des enfants de moins de 13 ans?
 - b) Ces messages publicitaires incitent-ils directement un enfant à acheter un jouet ou un Joyeux festin? Ou à inviter une autre personne à acheter tel jouet ou Joyeux festin? Ou à s'informer au sujet de l'un ou l'autre?
 - c) Si oui, quelle est la réparation appropriée?
 - d) Les membres du groupe ont-ils droit à des dommages-intérêts compensatoires ? À des dommages punitifs?
 - e) Y a-t-il un lien de prononcer une injonction pour ordonner à McDonald de cesser tels messages publicitaires?

5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCUEILLIR l'action du demandeur contre la défenderesse pour le compte de tous les membres du groupe;

DÉCLARER la défenderesse responsable du préjudice subi par le demandeur et chaque membre du groupe;

ORDONNER à la défenderesse de cesser l'usage de messages publicitaires destinés à des personnes âgées de moins de 13 ans, concernant la vente de Joyeux festins et de jouets;

CONDAMNER la défenderesse à payer à chaque membre un montant d'argent en indemnisation du préjudice subi, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de tels montants;

CONDAMNER la défenderesse à payer à chaque membre des dommages punitifs, d'un montant à être déterminé et **ORDONNER** le recouvrement collectif de tels montants;

CONDAMNER la défenderesse à payer l'intérêt légal et l'indemnité additionnelle sur les montants mentionnés ci-haut, à partir de la date de signification de la demande d'autorisation de l'action collective;

ORDONNER à la défenderesse de déposer au greffe de la Cour la totalité des montants inclus dans le recouvrement collectif, avec intérêts et frais de justice;

ORDONNER que les réclamations des membres fassent l'objet d'un recouvrement collectif ou alternativement, d'un recouvrement individuel;

CONDAMNER la défenderesse à payer les frais de justice de la présente action, incluant le coût des avis, le coût de l'administration des réclamations et les frais d'experts, le cas échéant, incluant les frais des experts requis pour établir les montants des ordonnances de recouvrement collectif;

RENDRE toute autre ordonnance que le tribunal jugera appropriée.

6. La Cour supérieure ne s'est pas encore prononcée sur l'action collective, ni sur l'octroi d'une indemnisation en faveur des membres du groupe. McDonald nie les allégations contenues dans l'action collective.
7. **Si vous souhaitez vous exclure** de la présente action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, et ce, **au plus tard le 2 mai 2019** via courrier recommandé ou certifié à l'adresse :

Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 1B6

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par *Antonio Bramante c. Les Restaurants McDonald du Canada limitée* (numéro de cour 500-06-000824-165).

8. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe, à moins d'une autorisation spécifique du Tribunal, est le **2 mai 2019**.
9. Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective qui sera instituée et ce, tel que prévu par la loi.
10. **Si vous souhaitez être inclus** dans l'action collective, **vous n'avez rien à faire**.
11. En tant que membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective, et ce, de la manière prévue par la loi.
12. Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.
13. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter l'avocat du groupe identifié ci-dessous. Votre nom et l'informations fournis resteront confidentiels. **Veillez ne pas contacter McDonald, ni les juges de la Cour supérieure.**

**Me Joey Zukran
LPC Avocat Inc.**

5800 boulevard Cavendish, Suite 411

Côte Saint-Luc, (Québec), H4W 2T5

Téléphone : (514) 379-1572

Télécopieur : (514) 221-4441

Courriel : jzukran@lpclex.com

Site Internet : www.lpclex.com

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉE ET
ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

(Class Action)
SUPERIOR COURT

NO: 500-06-000824-165

ANTONIO BRAMANTE

Representative Plaintiff

-vs-

LES RESTAURANTS MCDONALD DU
CANADA LIMITÉE

Defendant

**NOTICE TO MEMBERS: CLASS ACTION AGAINST
McDONALD'S RESTAURANTS OF CANADA LIMITED**

NOTICE TO CONSUMERS WHO HAVE PURCHASED, SINCE NOVEMBER 15, 2013 IN QUÉBEC, A TOY OR A HAPPY MEAL FOR A PERSON UNDER 13 YEARS OF AGE PRESENT INSIDE A MCDONALD'S RESTAURANT DURING AN ADVERTISING CAMPAIGN DIRECTED AT PERSONS UNDER 13 YEARS OF AGE TAKING PLACE INSIDE THE RESTAURANT.

1. **TAKE NOTICE** that on November 14, 2018, the Honourable Justice Pierre-C. Gagnon of the Superior Court of Québec authorized the bringing of a class action against McDonald's Restaurants of Canada Limited and appointed the status of representative plaintiff to Mr. Antonio Bramante to act on behalf of the class of persons described as:

Every consumer pursuant to the Québec Consumer Protection Act who, since November 15th, 2013 purchased in Québec for a child under 13 years of age then present inside a McDonald's restaurant, a toy or Happy Meal, during an advertising campaign directed at children taking place inside the restaurant.

2. This class action will be brought in the district of Montréal.
3. For the purpose of this class action, the class representative has elected domicile at his attorney's office located at:

**Me Joey Zukran
LPC Avocat Inc.**

5800 boulevard Cavendish, Suite 411
Côte Saint-Luc, (Québec), H4W 2T5

Telephone: (514) 379-1572

Fax: (514) 221-4441

Email: jzukran@lpclex.com

Website: www.lpclex.com

4. The principal questions of facts and law that will be dealt with collectively are:
- a) Does McDonald's use inside its stores in Québec advertisements directed at children under 13 years of age?
 - b) Do said advertisements directly incite a child to buy a toy or a Happy Meal? Or to urge another person to buy a toy or Happy Meal? Or to seek information about either?
 - c) If so, what is the appropriate remedy?
 - d) Are the class members entitled to compensatory damages? To punitive damages?
 - e) Should an injunction be issued to order McDonald's to cease said advertisements?
5. The conclusions sought in relation to the above questions are as follows:

GRANT Plaintiff's action against Defendant on behalf of all the members of the class;

DECLARE the Defendant liable for the damages suffered by the Applicant and each of the members of the class;

ORDER the Defendant to cease making use of commercial advertisements directed at persons under 13 years of age, regarding the sale of Happy Meals and toys;

CONDEMN the Defendant to pay to each member of the class a sum to be determined in compensation of the damages suffered, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendant to pay to each of the members of the class punitive damages, in an amount to be determined, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendant to pay legal interest and the additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the *Application to Authorize the Bringing of a Class Action and to Appoint the Status of Representative Plaintiff*;

ORDER the Defendant to deposit in the office of this Court the totality of the sums which form part of the collective recovery, with interest and costs;

ORDER that the claims of individual class members be the object of collective liquidation if the proof permits or alternately, of individual liquidation;

CONDEMN the Defendant to bear the costs of the present action, including the cost of notices, the cost of administration of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders;

RENDER any other order that the Court shall consider appropriate.

6. The Superior Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members. McDonald's denies the allegations contained in the class action.
7. **If you wish to opt-out of the class action**, you have to notify the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal **no later than May 2, 2019**, by registered or certified mail at this address:

Superior Court of Québec, 1 Notre-Dame street East, Montreal, H2Y 1B6.

You must state that you wish to exclude yourself from the class action of *Antonio Bramante v. Les Restaurants McDonald du Canada Limitée* (case number 500-06-000824-165).

8. The date after which a class member can no longer request his exclusion from the class, unless specifically authorized by the Court, is **May 2, 2019**.
9. A class member who has not requested his exclusion is bound by any judgement that may be rendered in the class action to be instituted in the manner provided for by law.
10. **If you wish to be included** in the class action, **you have nothing to do**.
11. As a class member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.
12. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.
13. For further information, you may contact class counsel listed below. Your name and any information provided will be kept confidential. **Please do not contact McDonald's, nor any of the judges of the Superior Court.**

**Me Joey Zukran
LPC Avocat Inc.**

5800 boulevard Cavendish, Suite 411
Côte Saint-Luc, (Québec), H4W 2T5
Telephone: (514) 379-1572
Fax: (514) 221-4441

Email: jzukran@lpclex.com

Website: www.lpclex.com

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS HAS BEEN
APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**